

Jean-Claude Hazera,
Journaliste



Entendu au 10^{ème} Forum des Télécoms et du Net organisé par les Echos les 16 et 17 juin à Paris

Les télécoms devant la bosse de l'investissement

France Telecom devra investir 18 milliards d'euros dans les trois ans qui viennent. C'est plus que d'habitude. C'est une « bosse » dans les investissements. Les investisseurs n'aiment pas, a expliqué Pierre Louette, secrétaire général du groupe au 10^{ème} Forum des Telecoms et du Net, organisé par les Echos les 16 et 17 juin à Paris. L'opérateur français n'est pas seul à affronter cette bosse. Elle tient notamment à l'augmentation phénoménale des débits demandés par les utilisateurs sur les réseaux télécoms qui fait craindre la saturation et exige des investissements. Le problème explique Bruno Durand, vice-président de Juniper Networks Southern Europe c'est que la courbe des investissements se relève brutalement (pas seulement à cause de l'internet mobile mais aussi à cause du cloud computing) alors que celle du chiffre d'affaires poursuit une croissance lente. Les autres fournisseurs d'équipement présents (Alcatel-Lucent, Huawei, Nokia Siemens networks) ont cependant relativisé l'ampleur du problème coté réseau en expliquant qu'on peut trouver beaucoup de capacité supplémentaire en améliorant les réseaux existants (même celui de deuxième génération) et en les rendant plus intelligents. Côté chiffre d'affaires les marges de manœuvre sont de deux ordres. Chez France-Telecom Orange on veut moduler les tarifs pour faire payer les boulimiques du smartphone qui ne sont qu'une minorité mais génèrent une grande partie de l'augmentation du trafic de « data » (5% d'augmentation par semaine à Paris !). « Plus les applications seront nombreuses plus la courbe du chiffre d'affaires arrivera à suivre celle de l'investissement », dit par ailleurs Bruno Durand, de Juniper Networks. Chez SFR on compte ainsi sur les petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Frank Esser, Président-directeur général de SFR, pense notamment aux perspectives ouvertes par toutes les communications de machine à machine, de la maison à la voiture en passant par les compteurs électriques et...les frigos. Résolument optimiste, il pense que ces évolutions confirment le rôle « incontournable des opérateurs ».

Discrètes négociations des opérateurs avec Google, Facebook etc...

C'est un des débats les plus chauds de la planète télécoms depuis des mois. Les gros fournisseurs de contenus (Google, Youtube, Facebook) font exploser l'utilisation des réseaux sans que les opérateurs puissent les faire payer au nom de la « neutralité » d'internet. En fait, après une phase où politiques et régulateurs se sont beaucoup exprimés ils laissent les intéressés négocier discrètement. Au 10^{ème} Forum annuel des telecoms et du net, organisé

par les Echos les 16 et 17 juin à Paris, Pierre Louette, secrétaire général de France Telecom Orange a dit : « nous avons des débats souterrains avec les fournisseurs de contenus sur le financement du réseau ». Il n'est pas le seul. Frank Esser, Président-directeur général de SFR, a déclaré « être en négociation avec tous les acteurs dont Google ». Il n'a pas parlé directement d'argent mais de « contrepartie à une qualité garantie ». Les « autorités » ont pris semble-t-il le parti d'observer sans intervenir en espérant que des solutions satisfaisantes sortiront de ces discussions. « Il faut que marché amont entre opérateurs de réseau et de contenu fonctionne bien » a dit Jean Ludovic Silicani, Président de l'ARCEP. L'ARCEP « s'équipe pour regarder ». S'il y a des dissensions qui lui sont soumises elle jouera « le juge de paix » comme elle le fait dans d'autres domaines, par exemple le déploiement de la fibre optique. Si nécessaire elle « informera les autorités de la concurrence ». Elle peut « envisager une régulation ». Mais Jean -Ludovic Silicani pense (et espère ?) que le risque d'en arriver là est « assez faible ». La régulation à priori n'est plus très à la mode explique Jean-Paul Tran-Thiet, avocat associé chez White & Case. Et pas seulement en France. Les régulateurs privilégient maintenant les mécanismes destinés à corriger les dysfonctionnements.

Jean-Marc Tassetto, directeur général de Google France, a confirmé l'existence de toutes ces discussions mais il n'était manifestement pas question dans son esprit de partager le coût des investissements. « Si on partage les investissements on partage les revenus ». D'après lui on discute plutôt de ce que Google peut faire pour améliorer le « trafic management », rappelant à ce propos que Google investit 2 milliards de dollars par an dans les réseaux et les serveurs.

La télé connectée fait rêver

Le représentant de Samsung, Roberto Mauro, a reconnu que les fabricants ne l'ont pas très bien vendue. Ils ont plutôt mis en avant la 3D. Il reconnaît également que 25% seulement des acheteurs se servent d'une télévision « connectée » pour se connecter à autre chose qu'à leur antenne habituelle. Il n'empêche. La télévision connectée continue à faire rêver. Dès l'ouverture du 10^{ème} Forum des télécommunications et du net, Eric Besson, ministre chargé de l'industrie de l'énergie et de l'économie numérique, a « insisté » sur l'importance qu'il accorde à ce sujet dans le message enregistré pour l'occasion. Il attend les conclusions d'une « mission » à l'automne. Les opérateurs de télécoms se voient comme un passage obligé de ce nouveau média mariant télévision et internet. Jérémie Manigne, directeur général innovation, services et contenus de SFR n'a pas été contredit sur ce point. Même si, plusieurs orateurs l'ont répété, la vocation de la télévision connectée n'est pas juste de connecter la télévision au web. Vidéo à la demande, catch up TV, enrichissement des contenus, interactivité, rajeunissement de l'image, Gilles Maugars, directeur général adjoint technologies et systèmes d'informations de TF1 et Eric Scherer, directeur de la prospective de France Télévisions en attendent beaucoup, sans être encore très précis. L'expérience d'enrichissement des contenus proposée par France Télévision pendant Roland Garros fait pour le moment référence...même pour TF1. Les chaînes ont quand même une idée assez précise sur un point : elles espèrent y gagner un peu d'argent contrairement à ce qui leur arrive avec la diffusion de la télévision dans les offres triple play des opérateurs qui n'a pas rapporté « un seul euro » assure le représentant de TF1. Tout le monde attend avec curiosité la version 2 de Google TV qui pourrait notamment deviner ce qui pourrait intéresser le téléspectateur et lui faire des propositions en fonction de ses choix passés. Plusieurs orateurs ont également évoqué l'énorme succès de Netflix qui distribue par abonnements

films et séries en streaming à des millions d'abonnés américains avec un argument qui pèse plus lourd outre Atlantique qu'en France : ces films sont libres de publicité.

Les télécoms, un métier local

C'est un paradoxe que défend Frank Esser, Président-directeur général (allemand) de SFR. Le métier d'opérateur télécom est un métier local. Il explique ainsi sa détermination à développer son entreprise en France plutôt qu'à chercher la croissance à l'étranger. De fait on a entendu pendant toute la première journée plusieurs exemples de ces particularismes locaux. Meilleures performances et prix plus bas de ce côté-ci de l'Atlantique que de l'autre ont ainsi été évoqués à plusieurs reprises pour limiter la portée des exemples américains.

Tout va bien pour la fibre optique

Ceux qui s'inquiètent du retard que prendrait en France le développement de la fibre optique et donc du très haut débit ont tort. C'est l'impression qu'on retire des propos entendus au 10^{ème} Forum des télécoms et du net organisé par les Echos. Pour Frank Esser, PDG de SFR c'est un investissement « clé ». C'est lent pour le moment mais cela va prendre beaucoup de vitesse. On disait aussi que la 3G ne servirait à rien. Même sérénité chez Jean Ludovic Silicani, président de l'ARCEP. Il n'y a pas de « mur de l'investissement » à redouter. C'est une affaire de 25 milliards d'euros sur 15 ans dont 15 devront être financés par les opérateurs, le reste par le secteur public (Europe, Etat, collectivités).

Si les autorités de la concurrence voulaient bien...

Ben Verwaayen, Directeur Général d'Alcatel-Lucent, s'est pris à rêver pendant un moment à l'ouverture de la deuxième journée du forum des télécoms et du net organisé les 16 et 17 juin par les Echos. L'Europe a besoin de 300 milliards d'euros d'investissement dans les réseaux. Les grands équipementiers et les grands opérateurs pourraient financer cet investissement si...les autorités de la concurrence voulaient bien s'occuper un peu moins d'eux et notamment ne pas leur imposer l'ouverture de ces nouveaux réseaux à des concurrents sans réseau. Cécilio Madero, directeur général adjoint Concurrence à la Commission Européenne, a parfaitement capté le message qui est semble-t-il répété avec beaucoup d'insistance ces temps-ci à Bruxelles. S'exprimant à titre personnel, il a donné peu de chance à cette idée d'aboutir.

Google est très régulé

Même si l'univers d'internet est beaucoup moins régulé que celui des télécommunications Google est d'ores et déjà très régulé, assure Orion Berg avocat chez White & Case. Il y a des avis, des avertissements une enquête très large de la Commission Européenne sur les moteurs de recherche. Pour lui cette surveillance s'apparente à une régulation. Il y a un degré de contrainte très fort. Jusqu'à présent Google a répondu par une attitude coopérative. Sébastien Soriano, rapporteur général adjoint à l'Autorité de la Concurrence, a illustré cette réalité en expliquant comment l'autorité avait été saisie en urgence par une PME française qui s'était vu couper du jour au lendemain l'accès à Google indispensable à son activité. A la suite de cette affaire, Google s'est engagé à respecter une procédure « plus prédictible » pour ses clients.

D'une manière générale l'autorité a « cherché à envoyer des messages préventifs à Google en indiquant où est la ligne rouge ». Cécilio Madero de la Commission Européenne n'a pas pu donner beaucoup d'indications sur l'enquête en cours au niveau de l'Europe. Il a

cependant expliqué qu'il ne s'agit pas seulement de protéger les consommateurs mais aussi un écosystème où l'innovation puisse se développer. Il s'agit notamment de vérifier si Google ne favorise pas ses propres services (Google maps, Youtube....) Du fait que le moteur de recherche est en position dominante il n'a pas le droit de le faire. Il doit rester ouvert.

Les publicitaires ont peur d'une législation sur les cookies

Une bonne partie de l'activité des publicitaires et conseils en marketing sur Internet deviendrait impossible si on limitait la possibilité pour les sites de laisser des cookies sur les ordinateurs des internautes, a expliqué Philippe Seignol, Président de Performics, une filiale de Zenith Optimedia. Il craint une législation sur le sujet et rappelle que les cookies ne sont pas nominatifs. Une telle réglementation n'impacterait ni Facebook ni Google qui ont d'autres données sur le comportement des internautes et n'utilisent pas les cookies, assure-t-il.

Le Google de demain peut-il être français ?

Compétences techniques, financement, qu'est ce qui manque à la France ou à l'Europe pour voir naître des start up qui deviennent d'énormes entreprises comme Google ou Facebook ? C'est la question implicite à laquelle ont répondu les participants à la table ronde innovation et financement du 10 ème Forum des Télécoms et du Net organisé par les Echos les 16 et 17 juin.

Les compétences techniques et les capacités d'innovation de la recherche française et européenne n'ont pas été mises en cause. Au contraire.

Vincent le Stradic, qui dirige le groupe télécommunications de Lazard et conseille une part importante des fusions et acquisitions dans ce secteur et Bertrand Pivin, directeur associé de Apax partners, fonds d'investissement, ont tous deux souligné que les possibilités de lever des fonds pour financer des projets ne sont pas les mêmes de ce côté ci de l'Atlantique même si elles sont loin d'être inexistantes. L'Europe est désormais dotée d'un vrai système de bourses intégrées. Une fois qu'une entreprise un peu mature y est cotée cela simplifie beaucoup son financement...ou sa vente. Mais il reste difficile de savoir où introduire en bourse une jeune entreprise innovante, estime par exemple Vincent Le Stradic.

« Faux problème », dit en substance Rémy de Tonnac, CEO de Inside Secure, l'entrepreneur de la table ronde. Un vrai bon projet porté par un vrai entrepreneur trouve des financements venant du monde entier, à commencer par les Etats-unis et se fait même courtiser par les investisseurs. Ce qui manque en France c'est le « passage à l'acte » de l'entrepreneur. « On n'a pas ça chevillé au corps ». On a des MBA en entrepreneuriat mais pas assez d'étudiants qui lancent leur boîte avant même d'avoir terminé leurs études parce qu'ils estiment tenir la bonne idée, celle qu'il ne faut pas laisser passer.

Frédéric Rombaut, directeur de Qualcomm Ventures Europe, le fonds d'investissement dépendant de cette grande entreprise de high tech, est lui même un de ces investisseurs à l'affût. Son entreprise qui estime avoir quatre ou cinq ans d'avance sur les tendances technologiques à venir cherche, a-t-il expliqué, à détecter de jeunes entreprises prometteuses correspondant à ces anticipations pour y investir. Il réalise 10 à 12 investissements par an dans le monde entier, y compris en Europe.

France télécom veut changer de logique de facturation

Stéphane Richard, PDG de France Télécom-Orange, a évoqué comme Pierre Louette, le secrétaire général du groupe une prochaine modification des principes de facturation des

mobiles. « On va vers l'inverse du tout compris ». Jusqu'à présent on a considéré les données comme illimitées (sms, data...) tandis qu'on facturait des temps d'utilisation de la voix. « Aujourd'hui les faibles consommateurs de données sur les mobiles payent pour les autres. On va changer cela ». En tout cas le revenu moyen par utilisateur ne va pas baisser, assure-t-il.

Le paiement sans contact est-il enfin prêt à décoller ?

Payer avec son téléphone portable. On en parle depuis longtemps. Les expériences se multiplient, la dernière en date étant celle de Nice, mais le décollage semble encore loin. Pourtant les acteurs de ce nouveau service, banquiers et opérateurs et leurs fournisseurs y croient toujours très fort. Fédérés dans le « Forum services mobiles sans contact » ils croient au décollage en 2011-2012 grâce notamment à l'arrivée chez les opérateurs d'un choix beaucoup plus étendus de portables équipés de la technologie NFC (Near Field Communication) . L'économie de ce nouveau service ne semble pas encore très claire. Qui paye quoi ? Qui perçoit quoi ? En revanche un fort consensus se dégage sur l'idée que le paiement seul n'est pas une fonction suffisante pour motiver les consommateurs. Il faut y associer d'autres services, par exemple à Nice, la possibilité de payer les transports en commun. Ses promoteurs préfèrent d'ailleurs parler de services mobiles que de services de paiement. C'est « la vie en un seul geste », slogan du « forum services mobiles sans contact », rappelé par son délégué général François Lecomte. L'autre conviction qui soutient l'optimisme des partenaires c'est qu'ils ont mis en place une « filière française d'excellence ». Patrice Hertzog, responsable systèmes de paiement de Crédit Mutuel-CIC, tient à souligner que ce n'est en aucun cas un système fermé franco français. Mais les acteurs industriels, Ingenico, représenté par Frédéric Leclef, et Oberthur technologies, représenté par Arnaud de la Chapelle, ont beaucoup insisté sur le fait que l'ensemble du système s'appuyant sur la carte SIM et sur un système de transmissions sécurisé a de bonnes chances de devenir un standard mondial d'origine française et européenne comme le GSM en son temps. Frédéric Leclef a raconté que ATT et Verizon ont reformulé un appel d'offres en demandant que les offres soient compatibles avec les standards de l'expérience de Nice. Au Japon, l'opérateur DOCOMO qui avait pourtant de l'avance avec le système de paiement sans contact Felica a décidé de migrer vers la technologie NFC pour éviter de se trouver isolé et épargner à ses clients d'être doté de téléphones non utilisables hors du Japon.

Ecosystème, le mot magique

Ce fut le mot magique du 10^{ème} Forum des Télécoms et du Net organisé par les Echos les 16 et 17 juin : écosystème. Opérateurs de télécommunications, fournisseurs de services sur internet, télévisions, banquiers, équipementiers...tout le monde veut collaborer avec tout le monde pour favoriser l'émergence d'un « écosystème » où tout le monde gagne de l'argent. L'invocation de l'écosystème a souvent permis de ne pas être trop précis sur la manière dont tout le monde va gagner de l'argent ni sur la part de chacun.